

ZAD, ZONES À DÉFENDRE : SE DÉFENDRE DE QUI POUR DÉFENDRE QUOI ?

17/01/2018

Dans le dossier de Notre-Dame-des-Landes, se posera la question de l'évacuation de la ZAD. Pour l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation, Guillaume Origoni analyse les problèmes soulevés en termes d'ordre public ainsi que les corpus fondateurs référents des zadistes.

Il y a quelques mois, nous étions contactés par une chaîne de télévision nationale au sujet des ZAD et de leurs occupants, les zadistes. Nous tentions alors de transmettre des concepts d'histoire, des idées politiques utiles à une meilleure approche du cadre référentiel des militants qui peuplent les Zones d'aménagement différé, qu'ils ont renommées Zones à défendre. Cet affrontement sémantique et sémiologique nous semblait convenir pour introduire les notions d'anarchisme libertaire, d'autonomie, de communisme des conseils et de radicalité politique. Nous fûmes interrompus rapidement par l'étonnement que voulait nous faire partager la journaliste : « Nous y sommes allés et rendez-vous compte, certains d'entre eux boivent de l'essence ! ». Cette phrase est révélatrice du traitement que les médias font des ZAD, ainsi que de la représentation populaire sur laquelle elle prend racine : ce serait là un rassemblement de marginaux dont les modes de vie confinaient au tribalisme. Ces représentations relèvent du folklore et font obstacle à l'approche dépassionnée nécessaire à un traitement plus rigoureux.

L'application d'une méthodologie adéquate pour comprendre ce que sont les ZAD semble d'autant plus importante au moment où le gouvernement doit se prononcer d'ici janvier prochain sur les modalités de l'évacuation des personnes présentes sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes dans la région nantaise.

C'est dans cette optique que nous proposons d'étudier quels sont les problèmes soulevés par la multiplication des ZAD en termes d'ordre public tout en tentant une approche des corpus fondateurs référents pour les zadistes. Enfin, nous verrons à quels enjeux se heurte le travail des services de police face à la détermination et la multiplication des militants et la méconnaissance

partielle que nous avons sur l'ultra-gauche en général et sur les ZAD en particulier.

L'ordre public face au désordre politique

Les **Zones d'aménagement différé** (ZAD) ont été créées par le législateur afin que les collectivités locales puissent faire demande d'un droit de préemption à l'État, de tout ou partie d'un territoire, urbain ou rural, pour que les terrains objets d'un projet économique ou industriel ne soient pas sujets à des hausses intempestives de prix.

C'est sur certains de ces territoires que la contestation liée à la légitimité des dits projets s'est développée et que le renversement sémantique a conduit à changer la signification de l'acronyme ZAD en Zone à défendre. Les plus emblématiques en France sont : Notre-Dame-des-Landes dans la région nantaise, Sivens dans le Tarn, ou encore le site de Bure en Haute-Marne. Il existe d'autres ZAD aussi bien en France qu'à l'étranger.

Ces Zones d'aménagement différé, devenues Zones à défendre, constituent une préoccupation majeure tant pour les collectivités locales, qui y voient une atteinte au développement économique et social des territoires dont elles assurent partiellement l'administration et la gouvernance, que pour l'État, voyant dans les ZAD à la fois la contestation de son autorité légitime et une problématique majeure en termes de maintien de l'ordre.

Les mandats de Nicolas Sarkozy et François Hollande ont fait face aux gestions des différentes crises ponctuant les épisodes contestataires, parfois violents, qui se sont déroulés dans ou aux abords des ZAD. On se souviendra que ces affrontements ont généré la mort d'un jeune militant, Rémi Fraisse, sur **la ZAD de Sivens** le 26 octobre 2014.

Le gouvernement d'Édouard Philippe semble à son tour inquiet de la charge qui lui incombe quant à la prochaine évacuation des militants restés présents à Notre-Dame-des-Landes, malgré le résultat de la consultation locale qui a dégagé une majorité favorable au transfert de l'aéroport de Nantes sur le site actuellement occupé par les zadistes.

On l'aura compris, du point de vue de l'exercice de la force publique, les ZAD sont des territoires qu'il convient de reconquérir car l'occupation dont ils font l'objet relève de l'atteinte à la propriété privée, mais aussi parce qu'elles agissent par ailleurs comme un révélateur de sa faiblesse ou, tout du moins, de son illégitimité.

À la différence de ce que furent les « Zones d'autonomie temporaire » (en France comme partout

ailleurs on utilise l'acronyme anglais TAZ, expression qui renvoie également au lexique festif des psychotropes) théorisées au cours des années 1990 par Hakim Bey, dont le vrai nom est Peter Lamborn Wilson, dans un ouvrage du même nom, les ZAD s'inscrivent dans une logique de lutte enracinée dans la durée.

Là où la constitution de Zones d'autonomie temporaire avaient pour but de faire la démonstration qu'une pensée autonomiste d'inspiration anarchiste pouvait aboutir à l'éclosion d'happenings politiques et culturels échappant aux contrôles étatiques (les premières raves, par exemple, étaient pratiquées dans cet esprit) avant leur autodissolution, les ZAD assurent une fonction de territoire forteresse au service d'un projet politique et social qui dépasse la contestation attenante à son aménagement futur.

Nous comprenons alors que les problématiques auxquelles sera prochainement confronté le président de la République ne se limitent pas au retour à l'ordre. Les enjeux qui se nichent au cœur de ces territoires forteresse sont d'ordres politiques, symboliques, sociaux et historiques.

Quel que soit le résultat de l'opération de maintien de l'ordre – qui reste dans les ZAD un exercice délicat –, l'organisation des contestations que les ZAD permettent ne disparaîtront pas. En d'autres termes, s'il est possible et même probable de reconquérir le territoire occupé, il sera plus difficile de contrer la pérennité d'un mouvement porté par une mouvance dont les expériences politiques se perfectionnent et s'affinent à mesure que les projets d'aménagement se multiplient en France, en Europe et dans le monde. Les zadistes constituent le collectif le plus structuré culturellement et opérationnellement de la mouvance dite de l'ultra-gauche.

Un « appel » de type insurrectionnel

Une ZAD comme Notre-Dame-des-Landes est une agrégation d'individus qui partagent *a minima* un objectif : empêcher ou ralentir le projet dont est l'objet le territoire défendu. Cela implique que l'on trouve à Notre-Dame-des-Landes (cela reste vrai pour la très grande majorité des sites) les habitants, les agriculteurs, les riverains qui vivent et travaillent sur place et les militants qui s'installent en font également une base de vie et l'épicentre de la lutte. Des divergences entre ces deux groupes – chacun d'entre eux n'étant pas spécifiquement homogène – peuvent donc apparaître tant sur les méthodes de lutte que sur les formes d'occupation ; mais cela affecte peu la cohérence organisationnelle dès lors qu'il s'agit de défendre le territoire forteresse.

La base militante qui peuple les ZAD est quant à elle principalement issue de **la mouvance autonome, anarchiste et libertaire**. Celle-ci s'installe durablement sur la ZAD pour construire un

projet politique englobant l'ensemble des alternatives à une existence guidée par le système capitaliste et résolument tournée vers l'écologie radicale. C'est ce projet qui fonde les soubassements du territoire forteresse, qui soude la ZAD, qui cimente les relations et les expériences. Les pratiques qui y sont mises en application posent au « reste du monde » un questionnement moral et éthique que nous pourrions résumer ainsi : « pourquoi avez-vous cédé la solidarité au confort et, par voie de conséquence, quelle est votre idée de l'autre ? ». *In fine*, il est probable que les zadistes n'attendent aucune réponse de ceux qu'ils considèrent comme dénués de désirs. Ils préfèrent construire de manière pratique et empirique un « lieu-autre » où les règles de domination étatiques et capitalistes sont abolies et où une forme sociale est testée et vécue, certes par des membres d'avant-gardes, mais aussi par des agents sociaux dotés du « sens commun ».

Conscients des écueils et impasses dans lesquels se trouve la gauche radicale depuis la chute du mur de Berlin, la structuration idéologique des zadistes se réfère historiquement à l'anarchisme et au communisme des conseils et tente d'éviter les prises de positions doctrinales. Il existe toutefois un texte autour duquel se cristallise des accords tacites, des désirs partagés. Il s'agit de « APPEL » publié en 2003, non signé et vraisemblablement écrit par les fondateurs de la revue Tiquun et le « Comité invisible ». Les « Appelistes », c'est-à-dire tous ceux qui se retrouvent dans les propositions de l'ouvrage, sont souvent assimilés à la base militante des ZAD.

Si, par les pratiques sociales qui ont cours dans les ZAD, le questionnement que les anarchistes libertaires posent n'appelle guère aux débats de par la vigueur de l'opposition des visions du monde, l'interrogation ontologique qui est faite à la gauche radicale présente tout au long de l'ouvrage collectif reste emblématique sur deux points. Le premier est le constat qui est analysé au travers des 7 chapitres de l'APPEL constituant autant de propositions : la gauche libertaire (nous employons ici le terme gauche libertaire dans son sens large, c'est-à-dire l'ensemble des individus qui se reconnaissent dans un projet de transformation de la société anticapitaliste et dénué de centralisme) doit reconstruire ses pratiques politiques et sociales car elle est à l'image de la société, apathique et atomisée. Il s'agit moins de doctrine que d'une mise en mouvement qui doit bâtir une intelligence nouvelle du commun. Le corollaire à ces pratiques politiques perdues (qui font irrémédiablement penser à la « parole perdue » des francs-maçons, en quête individuelle et collective de la signification des mots non révélés d'Hiram) est la responsabilité de cette atomisation partagée par toutes et tous. On notera à ce sujet que le pronom « ON » est utilisé de façon récurrente dans la première partie du livre avant de céder la place au « NOUS » également publié entre guillemets et en majuscules. L'utilisation du « ON », indéfini et sujet simple, symbolise ainsi la cause et la responsabilité de ces pratiques perdues nécessaires à la lutte contre « l'Empire » (terminologie utilisée dans le texte original et qu'il faut comprendre comme entité

dominante intériorisée et non comme une sémantique héritée de la guerre froide).

Comprendre avant de combattre ?

C'est dans ce contexte que nous pouvons proposer l'hypothèse suivante : si pour l'autorité étatique la récupération de la ZAD réside avant tout dans la restauration de l'exercice de son pouvoir légitime, pour les zadistes il s'agit de préserver la ZAD pour empêcher que s'y développe un « éléphant blanc » – production stéréotypée par l'empire capitaliste et libéral qui confine à l'absurde – mais aussi et surtout afin que s'y pérennisent ces pratiques politiques, économiques, sociales et culturelles qui proposent une légitimité alternative à celle de l'État. On comprend mieux pourquoi les services de maintien de l'ordre ne sont pas seulement perçus comme des valets au service des multinationales soutenus par l'État capitaliste et libéral, mais comme un ennemi visant à détruire un système complet, un mode de vie, une communauté de chair et d'expériences partagées. L'intrusion de la police ou de la gendarmerie est ressentie comme une occupation du territoire conquis physiquement et politiquement. Sans ce territoire, la dynamique de reconstruction des *praxis* est rompue. C'est pourquoi les combats sur les ZAD sont particulièrement durs et les sujets fortement motivés. S'ajoute à cela l'esprit de corps qui s'élabore sur un temps plus long que celui que l'on observe dans une manifestation. Les zadistes vivent ensemble ou tout du moins partagent une part importante de leurs vies. La ZAD est le territoire qui concentre à la fois le lieu et le mode de vie. En cela, elle est à la fois l'héritière des expériences de socialisme matérialiste et du développement des revendications post-matérialistes apparues en Occident depuis quarante ans. C'est cette singularité du double héritage qui donne toute son importance aux ZAD pour leurs occupants, et qui fait qu'elles ne sont pas équivalentes aux occupations revendicatives de lieux, selon une démarche transactionnelle où la solution est encore attendue des pouvoirs publics.

L'évacuation des zadistes de Notre-Dame-des-Landes qui devrait advenir dans le courant de l'année 2018 est en ce sens la dissolution d'un biotope politique. La multiplication de ces biotopes est source d'inquiétudes croissantes pour les services de police et de renseignement. Tout d'abord du fait de leur imperméabilité, il est difficile de les infiltrer ou d'y recueillir du renseignement par l'intermédiaire de la technologie. Les précautions dont se parent les militants présents sur les sites confinent parfois à la prudence exacerbée. Le contrôle de l'information y est rigoureux, les journalistes ne sont pas les bienvenus, les médias y sont autogérés et les chercheurs qui travaillent sur le sujet sont difficilement admis. L'ensemble de ces facteurs peut être perçu pour un enquêteur de police judiciaire ou un analyste du renseignement comme socle d'une « base arrière » pour la planification d'actions illégales ou subversives, voire de caches d'armes. À ces préoccupations s'ajoute l'interconnexion des luttes avec le reste du territoire national, voire à l'international. Il ne s'agit nullement de sur-interpréter la terminologie « connexion » qui, dans

l'inconscient collectif, fait naître l'image de structures organisées, agissantes de concert et qui poursuivent un objectif prédéterminé. Rien ne permet d'affirmer cela en l'état actuel de notre corpus d'information, pas plus qu'à la lumière de notre méthode de recherche. Répétons-le avec précision : l'ultra-gauche est une mouvance, c'est-à-dire l'agrégation de mouvements dont les structures ne sont pas ou peu hiérarchisées et dont aucune n'exerce d'hégémonie sur l'ensemble. Par interconnexion, nous entendons que les sujets échangent entre eux des idées et des pratiques au gré des groupes avec lesquels ils ont des affinités, des amitiés ou encore des rapports affectifs et amoureux. Lorsqu'un groupe traverse les Alpes pour prêter main forte aux militants italiens «NO TAV» qui s'opposent à la construction de la ligne à grande vitesse entre Lyon et Turin, ils échangent bien entendu des informations et des pratiques mais ne planifient pas une subversion internationale. Cela n'empêche en rien que des actes violents soient perpétrés en solidarité avec les camarades étrangers ou issus d'autres ZAD nationales et par là-même que les *modus operandi* soient communs.

Nous supposons qu'en ce moment même les policiers français ont, par exemple, de fortes interrogations sur la proximité entre les militants anarchistes français et italiens suite aux incendies volontaires qui se multiplient dans la région grenobloise alors qu'un procès important est en cours à l'encontre un groupe d'anarchistes italiens suite à l'opération Scripta Manent conduite par les services de sécurité transalpins.

Que ne savons-nous pas à propos des ZAD et de l'ultra-gauche ?

Puisqu'il est admis que le préalable à la connaissance soit l'acceptation de notre propre ignorance, alors il est nécessaire de poser le constat suivant : nous connaissons mal ces mouvements et avons du mal à embrasser cette mouvance. Cela est pourtant indispensable car, comme nous l'avons vu, les ZAD sont habitées par les militants de matrice anarcho-libertaire dont nous ne pouvons donner qu'un socio-type sommaire : nous avons à faire à de jeunes femmes et hommes urbains, salariés (lorsqu'ils le sont) du tertiaire, éduqués avec une culture politique importante et structurée. Les références historiques sont ancrées dans l'histoire des expériences liées au conseillisme allemand, à l'anarchisme espagnol avec une défiance, voire une hostilité, pour les structures centralisatrices, fussent-elles issues d'une frange de l'autonomie italienne (l'opéraïsme d'Antonio Negri notamment) ou, plus près de nous, des altermondialistes popularisés par l'association Attac.

S'ajoutent à cette population hyper-radicalisée les riverains et agriculteurs qui partagent des expériences sociétales jusqu'ici réservées aux grandes métropoles urbaines : proximité avec les transsexuels, les transgenres, les militants homosexuels, les déclassés urbains, etc.

La ZAD est également l'unité de temps, de lieu et d'espace qui catalyse l'action par l'intervention des groupes affinitaires. Lorsqu'un affrontement avec les forces de l'ordre est prévisible, il est fréquent que d'autres militants extérieurs à la ZAD viennent renforcer les troupes qui iront au contact, et ce même si leur symbiose politique n'est que partielle voire divergente sur certains points. L'action annihile temporairement le partage idéologique.

Si notre approche qualitative reste parcellaire, que dire devant la quasi impossibilité d'une approche quantitative ? En effet, il n'est pas possible de recenser combien d'individus vivent dans ou aux abords des ZAD. De la même façon, nous nous heurtons aux carences informationnelles lorsqu'il s'agit de produire une donnée fiable sur le nombre de militants d'ultra-gauche en France capables d'actions violentes. Rappelons qu'une fiche « S » ne constitue pas nécessairement un degré ou un niveau de radicalité, elle établit parfois une simple proximité avec la mouvance.

Certaines sources policières évaluent à 2000 le nombre de militants capables d'engager une confrontation violente avec le pouvoir alors que des chercheurs indépendants estiment que 200 personnes sont en phase de pré-terrorisme, tandis qu'un militant identifié du milieu donnait récemment le chiffre de 6000 militants radicaux au sein de l'ultra-gauche. On l'aura compris, à moins que les services de renseignement restent volontairement imprécis, nul n'est en mesure aujourd'hui de quantifier l'ensemble des militants radicaux au sein de la mouvance et cela reste vrai en ce qui concerne les ZAD. Ajoutons à cela qu'il nous est toujours aussi difficile de comprendre ce qui est désigné par « pré-terrorisme », « ayant une volonté subversive » ou « capables d'aller clasher les flics », toutes notions qui semblent maniées avec une grande subjectivité.

La gauche radicale dans son ensemble peine à trouver de nouveaux repères tant les dialectiques sur lesquelles elle s'était construite au cours du XX^e siècle se sont modifiées. Les modes et les moyens de productions ont muté et il ne persiste guère de grandes usines dans lesquelles les champs de forces politiques se rencontraient, s'affrontaient et permettaient l'émergence d'expérimentations des luttes ouvrières comme alternatives à celles proposées par le Parti communiste et les syndicats. C'est dans ces interstices que se développaient naguère des propositions similaires à celles portées par les ZAD, c'est-à-dire des espaces qui échappent aux luttes institutionnalisées et où il est moins question de négociations, d'avancées sociales que d'une interrogation sur la condition et le conditionnement de l'existence par le système capitaliste. Durant les années 1970 en Italie, les Comités unitaires de base (CUB) s'étaient constitués pour que les étudiants et les ouvriers puissent établir une convergence des luttes. Il exista des CUB dans les usines Pirelli, Innocenti ou Marelli de Milan et ces réflexions communes avaient abouti à une modification des perceptions et des représentations de la lutte ouvrière. Dès lors, il ne s'agissait plus de demander un meilleur équipement pour ceux qui manipulaient des produits dangereux sur

le site de production, mais de savoir quelles sont les forces qui les mettaient en situation d'avoir à le faire.

Des CUB aux ZAD, les combats diffèrent mais les dynamiques sont les mêmes. Les ZAD représentent les usines qui manquent à la légitimité et l'identité de l'ultra-gauche actuelle. Perdre une ZAD aujourd'hui équivaut à perdre une usine autrefois. Pourtant, le seul contre-discours élaboré demeure celui de l'exigence de soumission à l'ordre juridique, comme si le communisme révolutionnaire avait plus été réduit politiquement en France par les cours de justice que par l'État-providence...